

des informémonos

Revue de quartier bimestrielle - Numéro 9 - Octobre / Novembre 2010

«Desinformémonos hermanos tan objetivamente como podamos»

www.desinformememos.org



**Fleurissement
du hip-hop en
Amérique Latine**



**L'Université
Transhumante :
un espace
pédagogique
pour la lutte**



**Entrevue avec
Claudia Korol
L'actualité du
mouvement social
en Argentine**



**France :
l'ombre d'un
projet d'aéroport**



**Guerre contre
l'expérience zapatiste**

LES NOTRES

Frei Betto

*Un regard sur les
mouvements sociaux
latino américains*

Mónica Baltodano

*« La pénalisation de
l'avortement c'est la
criminalisation des
femmes pauvres »*

LES ANONYMES

Adán Quiroz,

*« Quoi que je vende
je ne peux conserver
que deux dollars »*

IMAGINAIRES EN RESISTANCES

Amparo Sánchez

*La femme et Elle,
la musique*



**Belo Monte:
menace sur la
biodiversité et les
populations
traditionnelles
en Amazonie**

Pas de repos pour l'autonomie **Guerra contra** **la experiencia zapatista** *Hermann Bellinghausen*

L'expérience zapatiste est réelle, c'est pourquoi les pouvoirs ont recours à tant de guerre pour l'arrêter. Mais pour leur plus grande frustration, les villages zapatistes leur montrent que la lutte continue, que leurs formes de gouvernement se développent et fonctionnent en toute démocratie, grâce à une légitimité et un engagement que les mauvais gouvernements ont totalement perdus.

Chiapas, Mexique. Il y aura bientôt 17 ans que s'est soulevée l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans les montagnes du Chiapas. C'est un long moment, qui englobe quatre gouvernements fédéraux ; il est facile d'oublier ou de minimiser le fait que tout ce temps, jour après jour, des centaines de communautés indigènes ont vécu dans une guerre perpétuelle, soigneusement conçue par les hauts pouvoirs fédéraux dans ses éléments proprement militaires et dans des stratégies de contre-insurrection. Même à présent que le pays entier se militarise et que les postes de contrôle de l'Armée fédérale ne sont plus l'exclusivité des territoires indigènes (en comprenant ceux des États de Guerrero, Oaxaca, Hidalgo et Veracruz), le territoire autonome zapatiste reste la région la plus militarisée, avec une accablante permanence, de tout le Mexique.

La réussite de l'expérience zapatiste de gouvernements autonomes ne réside pas seulement dans sa longue durée de quinze ans et dans sa permanente volonté pacifique envers ses frères non zapatistes, mais aussi dans la construction, depuis la racine, de systèmes d'éducation, de santé, de production agricole et de commercialisation des produits, de justice, de communication. Tout cela de manière indépendante du système politique détérioré. Elle est ouverte à un apprentissage permanent de son « commander en obéissant ». Les zapatistes ont matérialisé une proposition de changement, en des temps de conservatisme, d'indolence et de mau-



Foto: Simona Granati

vaise foi des structures de gouvernement. Un message qui dit que les choses peuvent être faites d'une autre manière, et bien.

Mais de même que la création et l'évolution de l'autonomie ne connaît pas de repos, n'en connaît pas non plus la guerre contre elle des gouvernements de l'État et de la Fédération, qui y emploient la plénitude de leurs ressources guerrières, technologiques, policières, propagandistes et économiques, déterminées par l'élaboration intensive de ce qu'on appelle parfois « intelligence », à des fins explicites de « contre-insurrection ».

À l'étape actuelle de cette guerre continue contre les peuples mayas zapatistes, on expulse de leurs maisons et de leurs terres des dizaines de familles, bases de soutien zapatistes. Il y a les cas des communautés tzeltal d'El Pozo (San Juan Apóstol Cancuc) en juillet dernier, et le 9 septembre de San Marcos Avilés (municipalité officielle de Chilón, en bordure de Sitalá). Rien qu'à ce dernier endroit ont été obligées d'abandonner leurs terres et leurs affaires 170 personnes, bases de soutien zapatistes organisées dans le caracol d'Oventik. La raison ? Ceux qui les ont expulsés, gens du PRI, du PRD et du Parti Vert écologiste, disent que c'est « pour construire une école autonome ». Et qu'ils ne pourront revenir que s'ils cessent d'être zapatistes.

En plus de ces « points rouges », où la violence a débordé ces derniers temps, reste invisible, tenace, ponctuelle, la présence de dizaines de bases d'opération de l'Armée fédérale dans la Forêt Lacandone, les Hauts de Chiapas, la zone nord et la

jungle frontalière. Cela implique l'occupation militaire de portions importantes des territoires tzotzil, tzeltal, chol, tojolabal, et aussi zoque et mam — leurs champs, leurs villages, leurs chemins, leurs points d'eau. Les multiples bases d'opération des Forces Armées offrent en outre une protection tacite ou ouverte pour les groupes hostiles à l'autonomie, paramilitaires ou non.

C'est souvent que la proximité entre les troupes fédérales et les sympathisants de groupes comme l'Opddic, Paz y Justicia ou l'Ejército de Dios est littérale ; c'est ce qui se passe dans les bases de Monte Líbano, Toniná, Jotolá et Rancho Nuevo, par exemple. Rien qu'à San Pedro Polhó, près d'Acteal, l'occupation militaire est asphyxiante et affecte, depuis déjà treize ans, des milliers de déplacés zapatistes qui ne sont plus retournés à leurs terres après le massacre à Chenalhó en 1997.

L'expérience zapatiste est réelle, c'est pourquoi les pouvoirs ont recours à tant de guerre pour l'arrêter. Guerre de balles, de billets de banque, d'asphalte et de ciment, de fausses promesses, de papier et d'éther télévisuel. Pour leur plus grande frustration, les villages zapatistes leur montrent que la lutte continue, que leurs formes de gouvernement se développent et fonctionnent en toute démocratie (c'est là que véritablement « le peuple commande »), grâce à une légitimité et un engagement que les mauvais gouvernements ont totalement perdus.

Texte complet en espagnol disponible sur www.desinformemonos.org

Frei Betto *une des principales références*

de la Théologie de la Libération au Brésil et dans le monde, avec un long passé de militants dans les luttes sociales, occupe une place privilégiée pour parler des thèmes de la religion et de la transformation sociale. Dans cette entrevue avec Desinformémonos, il nous donne ses impressions sur la situation politique actuelle en Amérique Latine

Edición de una entrevista realizada por Joana Moncau

Quelle place donnez-vous à l'Eglise Catholique dans les luttes sociales en Amérique Latine?

Entre 1960 et 1980 l'Eglise Catholique a joué un rôle prépondérant dans les luttes sociales en Amérique Latine. À travers des communautés ecclésiastiques de bases et de la Théologie de la Libération, née de "l'option pour les pauvres", beaucoup de militants ont été formés par l'Eglise selon la méthode de Paulo Freire. Dans de nombreux pays sous dictature, comme le Brésil ou le Nicaragua, ces formations débouchèrent sur l'option révolutionnaire. Avec le pape Jean-Paul II et la chute du Mur de Berlin a commencé la "vaticanisation" de l'Eglise latino-américaine. La Théologie de la Libération a été censurée, les évêques progressistes écartés, des prêtres conservateurs nommés évêques etc... Aujourd'hui, l'Eglise Catholique, même si elle héberge encore quelques groupes progressistes engagés dans les luttes populaires, rejette l'option pour les pauvres et cherche à se situer dans une supposée neutralité face aux conflits sociaux.

Est-il possible de trouver quelques luttes qui soient véritablement populaires en Amérique Latine tout en rejetant la force du catholicisme et de la religion?

Que je sache, il n'y a aucune force politique progressiste en Amérique Latine qui prône l'athéisme ou qui soit antireligieuse. Depuis que Fidel a souligné, dans l'interview qu'il a donné en 1985 (livre Fidel et la Religion), l'importance de la religion comme facteur de libération, les préjugés se sont concrètement terminés. Il n'y aura jamais de participation populaire dans les processus politiques latino-américains si

on y incorpore pas la religiosité du peuple. Ici la porte de la raison est le cœur et la clé du cœur est la religion.

Considerant ces questions, comment interpréter le cas de la Révolution cubaine?

La Révolution cubaine a incorporé les valeurs religieuses du peuple tant qu'ils ont eu des leaders qui se définissaient comme chrétiens comme Frank Pais et José Antonio Echeverría; ou comme le chapelain, le père Guillermo Sardiñas, qui après la victoire reçut le titre de Commandant de la Révolution. Aujourd'hui Cuba est en excellentes relations avec l'Église, au point que l'État a permis qu'elle mène la médiation qui a permis la libération de prisonniers politiques.

Quel rôle ont les mouvements sociaux aujourd'hui dans la politique latino-américaine?

Sans les mouvements sociaux, L'Amérique Latine ne vivrait pas ce printemps démocratique représenté par Lula, Chávez, Funes, Mujica, Evo, Correa, Lugo, entre autres. Cependant il y a aujourd'hui un reflux des reflux sociaux, très souvent parce que leurs leaders ont été nommés dans ces gouvernements. La chute du Mur

de Berlin, l'influence du néo-libéralisme et des nouvelles technologies, l'avènement de la postmodernité sont quelques uns des facteurs qui expliquent la démobilitation des mouvements sociaux, même si quelques uns restent actifs, comme le mouvement indigène ou, dans le cas du Brésil, le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST).

En parlant des gouvernements issus des partis de gauche et des mouvements sociaux qui se renforcent dans le scénario latino-américain, est-il possible de les classer comme gouvernements de gauche?

Non, ce sont des gouvernements progressistes et quelques uns, comme dans le cas du Venezuela explicitent le socialisme comme projet politique. Mais ils sont loin aussi d'être des gouvernements de droite ou conservateurs. À l'intérieur des possibilités réelles, et non idéales, ils agissent en faveur des plus pauvres et surtout démantèlent le pouvoir politique des oligarchies traditionnelles, même si celles-ci ont encore beaucoup de pouvoir économique.

Texte complet en espagnol disponible sur www.desinformemonos.org



Menace sur la biodiversité et les populations traditionnelles en Amazonie **Belo Monte**

La réactivation d'un projet d'usine hydroélectrique, abandonné depuis plus de trente ans, montre que le gouvernement de Lula, au Brésil, est dans une stratégie de développement prédatrice.

Extrait d'un texte original de Christiane Peres

Sao Paulo, Brésil. L'urgence pré-électorale a poussé le gouvernement du Brésil à impulser le projet d'usine hydroélectrique à Belo Monte, sur le fleuve Xingu, dans l'État de Pará. Afin de discuter de la résistance au projet, qui affectera un des principaux affluents du bassin amazonien, plus de 400 indigènes de 36 peuples amazoniens avec des riverains et des mouvements sociaux ont participé au Campement Terre Libre, dans la ville d'Altamira, État de Pará.

Le polémique méga-projet a conduit le président Lula à être accusé d'une chose impensable ces dernières années : « Lula a démontré qu'il était l'ennemi numéro un des indiens » selon le chef Megaron Txukaramae, leader des Kayapó. Dans la lettre écrite pendant la rencontre sont aussi dénoncées 426 initiatives privées ou du gouvernement qui touchent les terres indigènes, en plus du projet de 300 nouvelles usines hydroélectriques pour l'Amazonie. L'opposition n'est pas seulement indigène. Peu de projets du gouvernement Lula auront réveillé une telle animosité entre ingénieurs des plus grandes universités brésiliennes.

Selon le gouvernement le projet a été modifié plusieurs fois pour réduire les impacts environnementaux. La zone inondée a été réduite de 1225 à 516 km². De fait il n'y aura pas d'inondations en terre indigène, mais la « solution » trouvée a un autre impact : un virage de 100 km, Volta Grande, réduira le débit.

Un panel de 40 spécialistes a terminé l'an passé une enquête indépendante sur Belo Monte. Le document note une série de failles et omissions dans le projet. L'usine fut annoncée comme « sauvetage du pays », pour générer de l'énergie ; c'est la troisième plus grosse au

niveau mondial avec 11 000 mégawatts. Mais ce sera vrai uniquement quand le fleuve sera plein. La majeure partie de l'année l'énergie produite sera de 4500 mégawatts. Les indigènes craignent que le gouvernement n'en revienne au projet initial, des années 1970, d'installer ici cinq autres usines pour s'approprier ce potentiel énergétique.

Selon le gouvernement 18 000 emplois directs seront générés, et 23 000 indirects. Ce qui n'est pas dit est que le bénéfice est temporaire et que dans dix ans moins de 4% seront employés, ce qui générera des problèmes. « Avec toute cette masse inoccupée, l'extraction illégale de bois et l'invasion de zones protégées augmentera », dit la biologiste Renata Pinheiro.

En outre, la Fondation Nationale de l'Indien (Funai) avance qu'ont été réalisées des consultations avec les communautés indigènes de la région, mais ce n'est pas ce qu'ont déclaré divers leaders indi-

gènes. Pour couronner le tout, elle a émis en 2009 un avis favorable, sans prendre en compte les protestations.

Il semblerait que les communautés traditionnelles du Xingu doivent payer la construction de cette usine. Et il n'y a pas possibilité de faire appel. Une honte, vu que la diversité socio-environnementale de la région impressionne le monde depuis des décennies. Tout au long des 2700 km du fleuve Xingu se trouve le plus grand couloir de zones protégées au monde : 19 terres indigènes et 10 aires de conservation, soit un total de 28 millions d'hectares en pleine Amazonie.

Texte complet en espagnol disponible sur www.desinformemonos.org



Foto: Verena Glass y Antonio Cruz

« La pénalisation de l'avortement c'est la criminalisation des femmes

pauvres » : **Mónica Baltodano**

Edición de una entrevista realizada por Amaranta Cornejo Hernández

Édition d'une interview de Mónica Baltodano réalisée par Amaranta Cornejo Hernández pour Desinformémonos sur la criminalisation de l'avortement.

Au Nicaragua, en 2006, trois semaines avant les élections présidentielles, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) a fait campagne pour la pénalisation de l'interruption de grossesse thérapeutique. Face aux nombreuses remises en question au sein même du FSLN, la directrice de campagne a donné comme argument que la pénalisation n'avait d'autre objet que la nécessité de rallier plus de voix, mais qu'en 2008, tout serait mis en œuvre pour dépénaliser de nouveau. Ce qui, bien entendu, n'a pas été fait.

; Illégalité ou criminalisation, légalité ou légitimité en ce qui concerne l'avortement ?

L'illégalité et la criminalisation vont de pair car elles impliquent un certain type de conduite de la part de la société et des organes judiciaires, voire de quelques groupes à l'intérieur de la société qui font de l'avortement un crime qui doit être poursuivi et puni.

La défense du droit à l'avortement a à voir non seulement avec la légalité, mais aussi avec les droits essentiels de la femme à disposer de son propre corps, et à décider si elle veut ou non être mère. C'est un droit légitime qui ne devrait pas être soumis à des considérations de caractère légal. C'est un droit humain que, nous, les femmes devons faire valoir par notre lutte.

La pénalisation de l'avortement implique une atteinte discriminatoire au sexe et à la classe

Il y a une atteinte au sexe, puisque nous sommes, nous, les femmes celles qui tombent enceintes, et une atteinte à la classe sociale, car les moins informées sont les femmes avec le moins de ressources. Les femmes de la classe moyenne ou de la haute pratiquent l'avortement



de façon clandestine et en le payant, mais plus en sécurité. Il y en a même qui partent le faire à l'étranger.

Par conséquent, la pénalisation est discriminatoire envers les femmes et surtout envers celles qui ont le moins accès aux moyens contraceptifs ou à l'avortement dans de bonnes conditions. C'est-à-dire que la pénalisation est destinée à criminaliser les femmes pauvres.

Le thème de l'avortement pendant la Révolution sandiniste

Nous, nous voulions que l'on amplifie le droit à l'avortement dans la Constitution de 1987 en réformant ce qui était établi par le code pénal depuis 1870. Mais nous n'y sommes pas arrivées. Ce qui a été positif, c'est qu'il y a eu des organisations de femmes qui ont créé des espaces de plus grande tolérance dans la pratique de l'avortement.

L'une des critiques que nous faisons est de nous demander : la révolution à laquelle nous avons participé, pour laquelle nous avons lutté et pris les armes a-t-elle obtenu des changements fondamentaux qui nous différencient de là où il n'y a pas eu de révolution ? D'après moi, il y en a eu très peu.

La réaction des femmes face à la pénalisation de l'avortement

Il y a une énorme confusion. L'église et les groupes fondamentalistes de laïcs qui gravitent autour des églises mettent tous

les cas dans le même sac : c'est-à-dire que tous les avortements sont inutiles et criminels. Il y a une méconnaissance totale de ce qu'est un avortement et surtout de ce qu'est un avortement thérapeutique.

La majeure partie des Nicaraguayens et Nicaraguayennes rejette l'avortement, mais 40% des femmes nicaraguayennes ont déjà pratiqué au moins un avortement dans leur vie. Ce qui veut dire que la femme qui en vient à avorter le fait en croyant qu'elle est en train de commettre un péché. Ainsi, l'avortement a des conséquences brutales sur le plan psychologique.

Le système patriarcal et son rôle dans l'illégalité de l'avortement

Nous parlons d'une culture patriarcale, dans laquelle les hommes, très souvent, interdisent à la femme l'usage de contraceptifs. Bien que nous soyons celles qui tombent enceintes, les hommes sont l'autre élément d'une grossesse à travers la relation sexuelle. Mais ils ne prennent aucune responsabilité. Alors, tout le thème de la responsabilité repose sur la femme.

Mon sentiment personnel

La pénalisation de l'avortement me semble l'une des plus grandes injustices qui existent au Nicaragua, et je me maintiens dans une attitude permanente de refus, de colère et de rage, et c'est ce qui me pousse à m'engager dans la lutte pour la dépénalisation de l'avortement thérapeutique et de l'avortement en général. Je refuse aussi le double jugement moral, et je condamne les hypocrisies des hiérarchies religieuses qui ne condamnent pas les crimes de guerre contre les êtres humains, mais qui nous taxent de criminelles, nous, les femmes qui luttons pour l'avortement.

Texte complet en espagnol disponible sur www.desinformememos.org

Entrevue avec Claudia Korol **L'actualité du mouvement social en Argentine**

Édition d'une interview réalisée par Waldo Lao

Claudia Korol –membre du Centre de recherche et de Formation des Mouvements Sociaux Latino-américains (CIFMSL) et de l'équipe d'éducation populaire "Foulards en Rebellion" donne une interview a Desinformémonos sur l'actualité des mouvements sociaux en Amérique Latine

Buenos Aires, Argentine. En Argentine, pour parler des mouvements sociaux, il faut se reporter à 2001 quand les politiques néolibérales menèrent le pays à l'épuisement. À ce moment-là, beaucoup de mouvements exprimèrent leur résistance et virent le nombre de leurs militants se multiplier.

À l'inverse, aujourd'hui, le rétablissement de la gouvernabilité a marginalisé les mouvements et diminué leur influence.

Le grand problème en Argentine est l'absence d'un projet alternatif de pouvoir populaire. Les organisations qui rejettent le verticalisme ne sont pas parvenues à construire une intervention politique horizontale.

Cependant, ces dernières années sont apparues des organisations comme les Assemblées Environnementales. Ces assemblées locales se sont réunies dans l'Union des Assemblées Citadines, réunissant leurs efforts.

Un autre des graves problèmes qui préoccupent les mouvements sociaux actuels est la politique de criminalisation, utilisée pour établir le contrôle sur la population. Il y a environ 5000 prisonniers politiques.

Un exemple est le cas des compagnons d'Atenco, au Mexique, qui ont été libérés mais qui avaient été condamnés à 112 ans de prison. Ce type de peine est une menace pour maintenir la population contrôlée.

Dans le cas du Mouvement des Sans Terre du Brésil (MST), la lutte est légitime et ils cherchent à la criminaliser. Beaucoup d'organisations d'Amérique Latine doivent se défendre de fausses accusations dont on les charge et il y a en plus des prisonniers accusés de choses non vérifiées.

La constitution devrait inclure des critères pour que la pauvreté ne soit pas criminalisée. Beaucoup de personnes sont en prison à cause de situations dans lesquelles elles ont été poussées et n'ont personne pour les défendre. Parfois, elles ne comprennent même pas de quoi on les accuse, parlant une autre langue. Le système résout l'exclusion des exclus en les enfermant.

La Marche du Mouvement Indigène a été une initiative que prirent les communautés pour rendre visible leur existence et leurs demandes et pour en finir avec le mythe qui veut que toute l'Argentine soit blanche. Cela a été pour cela un mouvement historique extrêmement important.

Dans les neuf années postérieures à la crise en Argentine, il y a eu beaucoup d'espoir et de joies suite à la capacité de rebellion qui s'était manifesté en 2001. Nous avons appris beaucoup de comment

nous sommes. Comme a dit un compagnon zapatiste: "Le peuple argentin reste de longues années silencieux puis il explose, démolit et brûle tout". Puis arrive un moment où se rétablit le gouvernement. Aujourd'hui, les mouvements sociaux sont dans une position défensive.

Il faut avoir confiance dans les organisations populaires. Beaucoup de mouvements sociaux sont dans une étape de résistance et de réarticulation de leurs propositions. Nous avons la possibilité de capitaliser sur nos apprentissages. Il faut parier sur l'éducation populaire et la formation politique pour parvenir à une construction politique et organisationnelle.

Texte complet en espagnol disponible sur www.desinformemonos.org



Foto: Lala Iezzi

France. L'ombre d'un projet d'aéroport plane sur les habitants de la commune de Notre-Dame des Landes

Marie Ghismalfilatre

Nantes, France. Dans l'ouest de la France, à vingt kilomètres au nord de la ville de Nantes, un nouveau projet d'aéroport se dessine. Le 30 juillet dernier l'entreprise VINCI, géant français du BTP, a été sélectionné par l'Etat comme concessionnaire du futur aéroport pour cinquante-cinq ans. Premiers affectés, les habitants du lieu s'organisent contre ce projet.

Depuis les années soixante-dix, les terres agricoles du village de Notre-Dame des Landes sont menacées d'être rasées. C'est en achetant le journal au café-tabac, un matin de mai 1970, que les habitants des communes concernées se rendent compte que "La métropole Nantes-Saint Nazaire pourrait devenir le Rotterdam aérien de l'Europe par la création d'un aéroport international de fret au nord de la Loire." Ne pressant rien de bon, les paysans du coin s'organisent. Une lutte démarra afin de bloquer le projet d'aéroport, d'installer de nouveaux agriculteurs sur la zone ainsi que de promouvoir le contrôle et la gestion collective des terres. Malgré la détermination des élites locales et des experts en aménagement du territoire, les mobilisations et la crise pétrolière de l'époque eurent raison du projet. Mais la victoire ne fut que temporaire.

En l'an 2000, le projet d'aéroport fut relancé par des dirigeants du parti socialiste français. Le gouvernement parlait alors de la nécessité de construire pour la France un troisième aéroport de taille internationale. Le maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, ressortit alors de l'oubli l'ancien projet, appelant à remplacer l'actuel aéroport de la ville de Nantes par un nouveau quatre fois plus grand, sur les terres de Notre-Dame des Landes. Mais ce sont les supposées "ambitions écologistes" de ce projet qui sont les plus frappantes: la ville de Nantes se revendiquant "championne du développement durable", elle se propose de construire un aéroport "à haute qualité environnementale". Un propos surprenant au regard de la pollution engendrée par le transport aérien, et lorsque l'on connaît les ambitions de la municipalité de Nantes de se placer en porte-parole des villes du monde en lutte les gaz à effets de serre et le changement climatique lors des grands sommets mondiaux de Copenhague ou de Cancun.

Croyant aux idéaux de "démocratie participative", beaucoup des opposants actuels essayèrent de contester le bien-fondé du nouvel aéroport lors des débats publics officiels que la loi a rendu obligatoire pour la construction de toutes les

grandes infrastructures. Mais malgré des avis majoritairement hostiles, la commission d'enquête publique émit en avril 2007 un rapport favorable au projet. Face à cette négation évidente de l'avis des citoyens, les actions de résistance locales se développèrent de nouveau: ainsi en août 2009 une semaine de résistance fut organisée, ainsi que le premier "camp climatique" français. En parallèle, un appel fut lancé afin d'occuper les terrains et les maisons expropriées sur la zone, qui furent dès lors occupés par de nouveaux habitants en lutte.

Aujourd'hui, l'acquisition du marché de l'aéroport par l'entreprise VINCI enduret le conflit: cinq maisons occupées de la zone ont reçu cet été un avis d'expulsion. Leurs habitants ont cependant refusé de quitter les lieux et décidé de riposter en occupant le siège du conseil du conseil général le 31 juillet dernier. Depuis, des assemblées générales populaires sont organisées dans la région. Mais face aux appétits des grandes entreprises et au poids de la propagande "verte" de la municipalité de Nantes, la résistance a du mal à faire entendre sa voix. Aujourd'hui plus que jamais, les opposants ont besoin de soutien au-delà du milieu local pour amplifier la lutte.



Texte complet en espagnol disponible sur www.desinformememos.org



Foto: Nouvel Quest y FNAUT

« Quoi que je vende je ne peux utiliser que deux dollars »

Adán est un jeune vendeur de cigarettes et de bonbons dans un recoin de la capitale équatorienne. Ce texte est le récit de la vie et de la solidarité dans la rue, du futur incertain et, malgré tout, du rêve de devenir docteur ou footballeur.

Témoignage recueilli par Adrian Castro Bibriesca à Quito, Équateur.

Je suis Adán Quiroz, j'ai 16 ans et je suis né à Quito. Je vis à dix minutes de la gare routière La Ofelia. J'ai trois frères, je suis le plus jeune, je travaille au centre, je vends des cigarettes et des bonbons.

Je vis avec ma grand-mère et ma mère, Ma grand-mère vend de la viande dans un marché, ma mère sort le soir vendre du mote (recette typique à base de maïs). Je travaille l'après-midi du lundi au vendredi, et le samedi et le dimanche toute la journée : il y a plus de monde en centre-ville en fin de semaine. Nous trois seulement travaillons. Je ne connais pas mon père, il est parti et je ne sais pas où il vit ni avec qui, je crois qu'il vit chez ses parents. Ils ne m'ont rien dit.

Nous sommes cinq à vivre dans la même maison, je dors avec deux de mes frères. L'un d'eux ne travaille pas et ne va pas à l'école. Ma mère s'énerve beaucoup contre lui, le bon côté c'est qu'il ne vole pas ni ne fait rien de mauvais, il reste juste à la maison sans rien faire.

En ce moment je ne vais pas à l'école, seuls mes frères aînés vont au lycée. Ma mère dit que l'an prochain je retournerai à l'école. Là où je vis les gens n'ont pas beaucoup d'argent. J'ai un ami, Joel, qui joue tout le temps au foot. Je n'ai pas de petite amie, je n'ai pas de chance avec les filles. Il y a quelques temps une fille me plaisait bien, mais elle n'a pas fait attention à moi. Il faut avoir de l'argent pour avoir une copine.

Je gagne entre cinq et dix dollars par jour, le samedi je gagne plus, en général pas moins de quinze dollars. Quoi que

je vende je ne peux conserver que deux dollars. Je veux mettre de l'argent de côté pour offrir une robe à ma mère, il y a peu on est passé devant une boutique et cette robe lui a beaucoup plu. Il y a quelques jours je revenais à la maison et quelques gamins m'ont piqué mes affaires et mon argent, ma mère s'est énervée, elle pensait que je m'étais acheté quelque chose. Je lui ai raconté ce qu'il s'était passé mais elle ne m'a pas cru.

Je voudrais être footballeur ou docteur. Mais devenir docteur est très cher, l'école coûte beaucoup d'argent. Je cherche toujours la manière d'obtenir ce que je veux. Si je veux vraiment être docteur il va falloir que je travaille beaucoup, il faut toujours travailler beaucoup. Ma mère dit que si je travaille beaucoup et si je vais bien à l'école, elle m'aidera pour que je puisse étudier.

Une fois j'ai failli voler. Il y a moins d'un an, certains de ceux qui m'ont volé mon argent et mes affaires ont commencé à me parler.

Un jour, par ma faute, un monsieur a frappé un gamin qui passait près de sa maison. J'avais jeté une pierre à la fenêtre du monsieur et je me suis caché, quand il est sorti il a vu le garçon et il l'a frappé. Il croyait que c'était lui. L'idée c'était que quand il sortirait les autres se mettraient derrière sa maison, mais il ne sont jamais rentrés, ils sont partis, à moi il ne m'est rien arrivé, mais à l'autre garçon si. Plusieurs jours après ils ont commencé à m'embêter, me disant que je n'étais pas courageux. Je me suis énervé et battu avec un d'eux. Depuis s'est passé cette



histoire d'argent. Ça fait quelques jours que je ne les ai pas vu, je crois qu'ils ne vivent pas ici ou alors il leur est arrivé quelque chose.

J'aimerais être père, mais je n'ai pas envie de m'en aller comme l'a fait mon père. J'ai très envie de faire des choses, d'étudier, de jouer, mais des fois je ne peux pas, le travail me prend trop de temps chaque jour. Malgré ça je connais des gens très chouette ici. Lucia, une dame qui m'aide beaucoup, elle me donne de l'eau tous les samedis et dimanches. Elle a une boutique de cabines de téléphone. À part ça je marche beaucoup, je n'aime pas rester arrêté à attendre de vendre alors qu'il y a plein de choses que je peux connaître.

J'aimerais pouvoir aider ma mère et ma grand-mère avec un autre travail, mais il faut que je rentre à l'école, aujourd'hui je n'ai que ça, mais je sais que mon aide bénéficie à toute ma famille et à mes autres frères, qui ont déjà promis de m'aider à l'école. Je vais continuer à travailler, et dès que je pourrais, je ferais ce que je veux.

Texte complet en espagnol disponible sur www.desinformemonos.org

Fleurissement du hip-hop en Amérique Latine

La graine hip-hop a trouvé une terre fertile en cette région du monde, se convertissant en catalyseur dans les centres de formations des banlieues des villes et en voix politique des opprimés. Des milliers de jeunes ont changé leur vie grâce à ce subtil mélange d'art et de politique.

Édition d'un texte original de Spensy Pimentel

Mexico, Mexique. Il y a vingt ans, le rap politique a atteint son point culminant aux Etats-Unis. Des groupes comme Public Enemy, Boogie Down Productions ou NWA expriment, chacun à leur manière, le mécontentement des habitants des ghettos grandes villes, avec le manque d'opportunités économiques ou la violence policière. La virulence des paroles, reprenant nombres d'idées et de noms du mouvement noir des années 60 et 70, suscita des enquêtes du FBI.

Cause ? Effet ? Symptôme, en tout cas. Alors que résonnaient dans les ghettos noirs et latinos des vers ardents contre la police, l'insatisfaction croissante a atteint son zénith dans une série de révolte en 1992, principalement depuis Los Angeles, ou les policiers accusés d'avoir sauvagement battu le chauffeur de taxi noir Rodney King – scène filmée un an auparavant – venaient d'être relaxés par un jury composé presque exclusivement de blancs.

Peu après, les vents tournèrent, aux Etats-Unis. Malgré les réformes néolibérales imposées au monde, particulièrement en Amérique latine, l'économie du pays progressait. En Amérique latine une série de gouvernements alignés ouvrait leurs marchés, mettait en œuvre la privatisation et le démantèlement de l'économie.

Ça a conduit le continent à sa perte et aujourd'hui encore il souffre de ces changements.

À mesure que l'économie des États-Unis connaissait une période de prospérité, le rap a gagné du terrain et la protestation politique est devenue minoritaire. Le gangsta rap est arrivé, célébrant le mode de vie consumériste de ces artistes pauvres qui se sont mis à gagner énormément d'argent avec la musique.

Mais l'étincelle de la conscience politique ou de la rébellion n'a pas disparu, elle simplement émigré. En France, elle fut la bande sonore de la révolte des jeunes des quartiers populaires contre les politiques libérales et les violences policières. En Palestine, elle est le rythme de lutte des jeunes pendant l'Intifada. En Afrique, les fruits de la diaspora noire sont revenus semer la désobéissance civile contre l'autorité.

Et c'est en Amérique latine que la graine du hip-hop a trouvé la terre la plus fertile, se convertissant en catalyseur dans la formation politique des banlieues des villes et en voix politique des opprimés. Des milliers de jeunes, qui ne comprennent rien aux partis ou aux mouvements noirs ou indigènes, veulent désormais lire les

œuvres de Malcolm X ou Martin Luther King, et se renseignent sur des leaders comme Zumbi des Palmares, Che Guevara ou Tupac Katari. En même temps ils montent des festivals, des cours de danse, de dessin, de poésie, et font du travail social dans les communautés où ils vivent. La grande majorité d'entre eux ne deviendra pas millionnaire, mais verra sa vie transformée par ce subtil mélange d'art et de politique qu'est devenu le hip-hop.

Une des grandes innovations de ces dernières années est le rap indigène. En Bolivie on trouve du rap chanté en Aymara, avec le groupe Wayna Rap, de El Alto. Au Chili où les Mapuche, principal groupe ethnique du pays, affrontent de fortes discriminations raciales et violences policières, l'identification avec le hip-hop est en train de naître. À la frontière Brésil-Paraguay, les guaraní-kaiowá font face à une situation militaire : les jeunes indiens y répondent en rappant en guaraní.

Le hip-hop en Amérique latine n'arrête pas d'évoluer. Le continent absorbe, digère et recycle sans arrêts le legs de la diaspora noire.

Texte complet en espagnol disponible sur www.desinformememos.org



Illustration: CD del grupo Boca Fioja, Mexico, CD del rapero GOG, de Brasília (DF), Brasil

La femme et *Elle*, la musique

Amparo Sánchez

La chanteuse espagnole, fondatrice et chanteuse du groupe Amparanoia, aujourd'hui en carrière solo, parle de ses origines et

de sa passion pour *Elle*, la musique, qui l'accompagne dans la traversée de « cette planète blessée mais bien rebelle ».



Madrid, Espagne. Les années passent, et mon amour pour la musique se fait chaque jour plus grand. Elle n'arrête pas de m'offrir de douces mélodies et d'inoubliables souvenirs. Elle me permet de la créer, de la changer, de la transformer, de la modeler, de l'expérimenter, et je ne saurais jamais pourquoi ma voix me laisse chanter, pourquoi *Elle* sort de moi sans me le proposer avant. Elle est toujours là, cachée, attendant que sonne la guitare ou la caresse du piano pour pouvoir s'unir à elles, pour se fondre dans la musique.

Je n'ai jamais cherché à dévoiler ce doux secret, le secret de mon chant, ce qui me fait faire des chansons. Ça fait partie de mon existence sur la planète Terre, il ne peut en être autrement. J'ai commencé ma relation avec *Elle* quand j'avais quinze ans, pour continuer à jouer et m'échapper du monde réel, celui qui m'a amené à être mère très jeune – célibataire et adolescente – et contre lequel je voulais gagner la partie malgré tout.

Elle est apparue comme une évasion en ces moments difficiles, *Elle* est devenue mon bureau, voyageant de scène en scène, chaque fois plus loin de ma maison, chaque fois plus prêt de moi-même. Aujourd'hui, à quarante ans, *Elle* est toujours mon bureau mais elle est aussi une délicieuse manière de vivre et un forme d'expression sans laquelle je ne saurais que faire, je me sens libre en écrivant, je me sens libre ne chantant, je me sens heureuse de revenir chez moi y embrasser ceux qui y sont restés, avec mes nouvelles expériences à partager, capable de passer par cette planète blessée mais bien rebelle, de raconter en chansons ce que je vois et ce qui me plaît ou pas et ce qui me donne de la force, cherchant des réponses et inventant des questions.

Texte complet en espagnol disponible sur www.desinformemonos.org

un espace pédagogique pour la lutte

Édition d'un texte original de María Coco Magallanes et Mario Canek Huerta

Rosario, Argentine. En juillet 2010 s'est tenu le séminaire interne de l'Université Transhumante qui, de façon autogestionnaire et autonome, a construit depuis plus de dix ans un projet d'Éducation populaire. L'objectif était de dialoguer et réfléchir sur ses conditions et de se poser la question de la constitution d'une École Transhumante.

Dans le contexte complexe que vit l'Argentine, cette université est un projet particulièrement symbolique. Le professeur Roberto « Tato » Iglesias, fondateur de l'Université Transhumante, explique que le panorama actuel des mouvements sociaux dans le pays est désolant, opinion opposée par rapport au « processus démocratique » que des secteurs critiques et progressistes reconnaissent en Amérique Latine.

« El Tato » observe l'Argentine avec un autre regard. Les transhumants pensent et construisent leur autre pays à partir de l'incrédulité envers tout type de démocratie et de la récupération du collectif. Ils parient sur les mouvements sociaux qui parient sur le changement du monde grâce à des savoirs populaires et symboliques, en reconnaissant et en affrontant les problèmes de hiérarchie et de pauvreté avec des exercices d'horizontalité et d'autonomie.

Cependant, Tato Iglesias rapporte que la démobilité, la cooptation étatique et la désarticulation sociale sont latentes depuis les privatisations imposées par Carlos Menem.

Les jeunes participants au séminaire réfléchissent sur pour quoi et comment suivre son propre chemin, avec la même autonomie qu'ont engendrée des processus collectifs de réflexion à travers plus de cent quarante ateliers, qui font partie d'une pédagogie politique et populaire.

Pendant le séminaire, il a été question des possibilités de construction de l'École, et des commissions aux tâches spécifiques ont été créées. Le séminaire a servi aussi de forum pour dénoncer des expériences de répression, d'exclusion, et de carences qui sont vécues sur tout le territoire argentin, mais il a été en outre un espace de retrouvailles, de joies et de rêves.

Au cours de l'événement surgissent des cogitations et de l'information, et un lieu se matérialise pour la pensée profonde de la réalité. C'est un espace pour parler de l'expérience du travail populaire en tant que racine d'un nouveau projet construit à partir du mélange des envies,

des désirs, des passions, et de la décision de « former des éducateurs populaires pour la lutte ».

L'objectif est d'amener les jeunes à un exercice de réflexion profonde qui rende compte du labeur avec les communautés, les collectifs et les mouvements.

La Transhumante a été discréditée par divers groupes à cause de son incrédulité vis à vis de la politique des partis, et parce qu'elle maintient sa position anti-capitaliste. Ses membres ont été appelés « extrémistes » à cause de leurs pratiques « sans chef ni autorité ». Tato dit que les séminaires de formation de la Transhumante « sans structure hiérarchique » s'inspirent du zapatisme, et que celui-ci est « une référence politique, culturelle et idéologique pour nous ».

Le professeur Iglesias explique « qu'il faut reconnaître la réalité, et à partir de cela s'organiser et lutter pour la transformer ». Ainsi, la politique pédagogique de l'Université Transhumante est de lutter ici et maintenant pour la réalisation de son rêve d'un autre pays.

Texte complet en espagnol disponible sur www.desinformememos.org



Un année en désinformant

D'infinis mercis à toutes les personnes et collectifs qui ont participé avec nous à cette première année. Merci, en premier lieu, à tous ceux qui ne se rendent pas et n'abandonnent pas face à la tâche à accomplir.

Il y a un an, nous annonçons que nous naissions à un moment où personne n'avait besoin de nous. Nous continuons à penser la même chose. Notre présence est due, hier et aujourd'hui, à un besoin collectif de créer un espace de communication global avec une information sur les luttes et les résistances des cinq continents. Un espace sans but lucratif basé sur l'union de beaucoup de volontés. Un espace qui s'unit à un effort des médias autonomes qui, par chance, existe déjà et continue de se développer.

Un espace avec de l'information sur la campagne, les quartiers, les universités, les usines et les communautés indigènes. Un espace des rues et des grandes plaines, avec des témoignages d'hommes, de femmes et d'enfants invisibles pour les grands médias de communication massive : les migrants, les indigènes, les réfugiés, les artistes, les travailleuses sexuelles, les enfants des rues, les paysans, les ouvriers, les étudiants et un long etcétera formé par les classes dépossédées, les personnes qui, comme le dit l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, "valent moins que la balle qui les tue".

Desinformémonos est né et a grandi comme un projet de communication autonome, libre et indépendant, formé par une équipe de..., des personnes des mouvements sociaux et des compañeros et des compañeras qui, comme nous, cherchent à construire un espace d'expression dans et depuis le Mexique, les États-Unis, l'Argentine, le Brésil, la France, l'Espagne, l'Italie, et l'Allemagne ; avec des amis et collaborateurs en Bolivie, en Uruguay, en Colombie, en Équateur, en Belgique, en Turquie, en Palestine, en Inde, en Thaïlande, en Birmanie, en Ukraine et au Vietnam, entre autres recoins du monde.

À Desinformémonos, nous ne proposons pas un journalisme neutre ou faussement objectif. Nous nous assumons comme un espace en bas à gauche, en dehors du pouvoir et des puissants, pour l'autonomie et pour le droit des peuples à décider de leur propre destin. Un média pour l'espoir et non pour un faux optimisme, pour le rêve et la construction et non pour la victimisation du mouvement.

Durant cette première année, à Desinformémonos, nous avons fait un effort pour produire des repères et des liens entre les espaces et les mouvements autonomes, ayant comme outil la communication et le journalisme. Nous ne sommes pas le mouvement, sinon un outil pour lui, nous allons derrière lui et non

but est d'accompagner et nous laisser accompagner, combattre la solitude imposée et construire la communauté.

Si nous devons définir en un mot cette première année, celui qui nous vient à l'esprit est l'apprentissage. Nous avons appris, par exemple, que le chemin de l'autonomie nous rend responsable de notre destin et, surtout, de nos erreurs. À plus d'une occasion, dans cet encore bref et modeste trajet nous nous sommes questionnés sur notre posture dans un événement déterminé et, devant la complexité et la quantité de fils qui se tissent encore en bas à gauche, nous recourrons à l'éthique qui nous a toujours régi à l'intérieur de nos mouvements qui nous animent et nous inspirent. La responsabilité, cependant, est notre. Notre plan est de ne jamais cesser de nous questionner, ne pas cesser de douter, de cheminer doucement et aller en répondant collectivement. Une année en désinformant. Très peu, c'est sûr, mais pour nous c'est un motif de grande joie. Notre moteur durant ces douze mois: des histoires dans lesquelles le conformisme n'a pas sa place. Après avoir écouté la voix d'un palestinien à Gaza, d'un taxi en Bolivie, d'un indigène du Brésil, d'une travailleuse sexuelle à Tijuana, d'un zapatiste au Chiapas, d'une migrante centre américaine ou d'une kurde à Istanbul, il ne nous reste que la ferme volonté de ne pas nous rendre, de faire quelque chose,... D'infinis mercis à toutes les personnes et collectifs qui participèrent avec nous pendant cette première année. Merci, en premier lieu, à tous ceux qui ne se rendent pas et n'abandonnent pas face à tout ce qu'il reste à faire. Merci aussi à la longue liste de journalistes, de photographes, de caméramen, de traducteurs, d'éditeurs, de correcteurs, tous et toutes ami-e-s, compañeros qui nous ont offert un témoignage ou une image et beaucoup de leur temps et de leur engagement. Merci à toutes ces volontés aujourd'hui nous continuons face à vous.

"La résistance est de savoir écouter la terre", nous a dit John Berger dans notre second numéro. C'est ici, en bas, où nous allons trouvé les réponses. Berger nous a recommandé aussi en ce moment fondateur de "ne pas confondre l'intention délibérée de nous désinformer en étant désinformé".

Il reste beaucoup à faire et nous avons fait très peu, mais nous y sommes.

*Chaleureusement,
L'équipe de Desinformémonos*